

Hongrie

Des fonds supplémentaires pour l'Ukraine ne peuvent être obtenus que par des augmentations fiscales et des économies

par «Ungarn Heute»

(CH-S) La Commission européenne se comporte de manière dictatoriale. Elle veut contracter des dettes pour la guerre en Ukraine, que les générations actuelles et futures des pays membres de l'UE devront rembourser. Elle a même donné des instructions à la Hongrie sur les prestations sociales à réduire et les domaines dans lesquels des économies doivent être réalisées. Le «Point de vue Suisse» documente ci-après le rapport à ce sujet du portail d'information «Ungarn Heute».

Tout comme la Slovaquie et la République tchèque, la Hongrie refuse de continuer à suivre la politique belliciste et d'endettement de l'UE. Il ne faut pas beaucoup d'imagination pour comprendre les raisons qui poussent Bruxelles à vouloir lier la Suisse à elle par un «paquet d'accords».

Le gouvernement [hongrois] a publié le rapport sur le financement de l'Ukraine par l'UE et les exigences de la Commission européenne en matière d'augmentation fiscales et de mesures d'austérité, a annoncé mercredi le ministre [hongrois] des Affaires européennes sur sa page Facebook.

Le ministère des Affaires européennes a rédigé un rapport sur le financement de l'Ukraine par l'Union européenne et les mesures économiques connexes exigées de la Hongrie.¹

Ce rapport vise à résumer les aides déjà accordées à l'Ukraine par l'Union européenne et à mettre en évidence les conséquences possibles des exigences financières proposées pour la Hongrie et les citoyens hongrois, indique le document.

On y rappelle que depuis le 22 février 2022, l'UE a adopté 19 séries de sanctions contre la Russie. Le leitmotiv de ces sanctions est le soutien à l'Ukraine, considéré comme prioritaire par rapport aux intérêts économiques et à la compétitivité européens. L'UE prévoit actuellement une 20^e série de sanctions contre la Russie.

Le rapport souligne qu'entre 2022 et 2025, l'UE a appliqué des mesures commerciales tempo-



Le siège du Parlement à Budapest. (Photo Wikimedia)

raires à l'Ukraine, qui comprenaient des régimes préférentiels sans précédent en faveur de l'Ukraine et qui ont causé un préjudice considérable aux Etats membres limitrophes. En outre, la présidente de la Commission [Mme von der Leyen] a fait des négociations d'adhésion de l'Ukraine à l'UE une priorité de son deuxième mandat quinquennal en septembre 2024.

«Depuis février 2022, l'Union européenne et ses Etats membres ont versé 193,3 milliards d'euros à l'Ukraine, soit trois fois plus que ce que la Hongrie a reçu au total depuis son adhésion à l'UE», a souligné János Bóka [ministre hongrois des Affaires européennes] dans son intervention. Entre 2004 et 2024, la Hongrie a obtenu de l'UE une aide nette de 73 milliards d'euros, toutes sources et bases juridiques confondues.

Le document précise également que, conformément à la décision du Conseil européen des 18 et 19 décembre 2025, l'UE accordera à l'Ukraine des prêts supplémentaires d'un montant de 90 milliards d'euros pour les années 2026 et 2027. Il convient de souligner que cet instrument est créé dans le cadre d'une coopération renforcée à laquelle la Hongrie, la République tchèque et la Slovaquie ne participent pas.

Le ministre a rappelé que le président ukrainien Volodymyr Zelensky avait publié à Noël dernier un plan en 20 points prévoyant 800 milliards de dollars pour la reconstruction et le développement économique de l'Ukraine au cours des dix prochaines années, en plus des dépenses militaires et de défense.

Selon le rapport, l'UE, qui est confrontée à un déficit budgétaire, ne pourrait continuer à financer l'Ukraine qu'avec des fonds supplémentaires provenant des Etats membres, ce qui entraînerait des augmentations d'impôts et des mesures d'austérité considérables pour les économies européennes.

Afin de pouvoir fournir les fonds nécessaires, la Commission européenne a, dans le cadre du «semestre européen» (cadre annuel de l'UE pour la coordination des politiques économiques, budgétaires, sociales et de l'emploi), formulé des attentes à l'égard de la Hongrie,² qui sont énoncées dans le document du ministère des Affaires européennes et que le ministre János Bóka énumère comme suit:

- Suppression des aides au logement, des aides familiales CSOK, des prêts immobiliers à taux préférentiels et de l'exonération de la taxe sur les acquisitions foncières, et introduction d'une augmentation des impôts fonciers;
- réduction ou suppression de la 13e mensualité de retraite; augmentation des impôts, introduction d'un impôt sur le revenu progressif, ce qui entraînerait une charge fiscale plus élevée pour les salariés;³
- Révision des avantages fiscaux accordés aux familles, aux jeunes et aux mères;
- Suppression de la réduction des charges, suppression des subventions pour les énergies fossiles et interdiction totale des importations d'énergie en provenance de Russie, ce qui pourrait entraîner en Hongrie une augmentation pouvant aller jusqu'à trois fois et demie des charges locatives;
- la taxation des rendements des obligations d'Etat;
- la fermeture d'hôpitaux et la réduction du nombre de lits;



La Maison de la musique propose des formations et accueille des concerts et des expositions. Les crédits accordés par l'UE pour financer l'absurde guerre en Ukraine assèchent aussi les ressources culturelles. (Photo af)

- la suppression des crédits au travail pour les jeunes;
- la réduction des subventions aux PME nationales, tout en exigeant la suppression des taxes spéciales pour les grandes entreprises étrangères.

«C'est le prix de la politique de guerre que le peuple hongrois devrait financer si nous le permettons», a souligné le ministre en conclusion de son intervention.

«Cela est écrit noir sur blanc dans le semestre européen, dans les recommandations spécifiques par pays et dans les procédures d'infraction», a déclaré le Premier ministre Viktor Orbán dans un article publié sur X, ajoutant: «Comme il s'agit d'un texte difficile à comprendre, le ministère des Affaires européennes a résumé les exigences de Bruxelles dans un rapport. Précis, exact et accompagné de références de pages.»

X-Post: Orban Viktor, @PM_ViktorOrban, 14 janvier 2026 (traduction automatique)

«Malheureusement, l'argent ne pousse pas sur les arbres, et encore moins 800 milliards de dollars. C'est la somme que les Ukrainiens réclament aux Européens pour les dix prochaines années. Pour la Hongrie, cela représenterait une charge financière de plus de 9 milliards de dollars.

Et d'où viendrait tout cet argent, selon Bruxelles?

Sans prétendre à l'exhaustivité, il faudrait supprimer les paiements de retraite des 13^e et 14^e mois, les aides au logement, les subventions à l'achat d'une maison pour les familles, les prix réduits de l'énergie pour les ménages, l'impôt forfai-

taire sur le revenu, le programme de prêts aux salariés et les allégements fiscaux pour les mères, les jeunes et les familles. Je pourrais citer davantage.

Il ne s'agit pas de spéculations. Le plan directeur de Bruxelles est exposé noir sur blanc dans l'ensemble du «semestre européen», dans les recommandations spécifiques par pays et dans les procédures d'infraction.

A l'approche des élections hongroises, une décision doit être prise. Une chose est sûre: nous disons NON au plan de guerre de Bruxelles!»

X-Post: Orbán Viktor (@PM_ViktorOrban),

14 janvier 2026

Unfortunately, money does not grow on trees, especially not \$800 billion. This is the amount the Ukrainians are demanding from Europeans for the next ten years. For Hungary, this would mean a financial burden of more than \$9 billion. And where, according to Brussels, should all ...
(Pour la traduction en français, cf. encadré)

Source: <https://ungarnheute.hu/news/weitere-finanzmittel-fuer-die-ukraine-nur-durch-steuererhoehungen-und-sparmassnahmen-beschaffbar-84077/>, 14 janvier 2026

(Traduction «Point de vue Suisse»)

¹ https://cdn.kormany.hu/uploads/sheets/d/d4/d47/d47f2bc0efa57e25f49ff95fc25c93f.pdf?fbclid=IwY2xjaw-PUOedleHRuA2FlbQlxMABicmlkETBZWjZFd2xJbEVXQIIbcTVvc3J0YwZhcHBfaWQQMjlyMDM5MTc4ODI-wMDg5MgABHmV2gGKCJa03JSbCHY1dKqxkYYx6cIny-BORqKNKiLhDm0TAuP5E9xN_3fQwZ_aem_jykXD-KEy9TEbTDfaL9dtRQ

² https://commission.europa.eu/business-economy-euro/european-semester/european-semester-your-country/european-semester-documents-hungary_en

³ <https://www.oecd.org/content/dam/oecd/en/topics/policy-sub-issues/structural-reforms/country-policy-support/Strengthening-the-Hungarian-Pension-System.pdf>